



Déclaration concernant le lieu de résidence des enfants mineurs

(concerne les changements d'adresse de mineurs dont les parents séparés bénéficient de l'autorité parentale conjointe ou de la garde partagée)

Cette déclaration est valable uniquement si elle est accompagnée du formulaire usuel d'annonce de déménagement dans la commune ou de départ, selon les prescriptions légales en vigueur.

Informations sur les représentants légaux (indiquer TOUS les détenteurs de l'autorité parentale)

<i>Nom de famille et prénoms</i>	<i>Date de naissance</i>	<i>N° téléphone (mobile de préférence)</i>

***Informations sur les enfants mineurs concernés par la déclaration de changement de résidence**

<i>Nom de famille</i>	<i>Prénoms</i>	<i>Date de naissance</i>

**S'il y a plus de 6 enfants, prière de compléter un formulaire supplémentaire*

Le(la) soussigné(e) déclare que l'annonce de changement de résidence des enfants mineurs susmentionnés est faite **avec le consentement de l'autre personne à qui est attribuée la garde partagée ou l'autorité parentale conjointe** et atteste **qu'il n'existe pas d'autre mesure de protection de l'enfant instituée par les autorités compétentes** (Tribunal d'arrondissement ou Justice de Paix).

Il(elle) atteste également avoir pris connaissance de la teneur de l'article 301a du Code civil suisse, figurant en annexe.

Châtel-St-Denis, le Signature:

Extrait du Code civil suisse, du 10 décembre 1907,
modification du 21 juin 2013, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 301a

II. Détermination du lieu de résidence

¹ L'autorité parentale inclut le droit de déterminer le lieu de résidence de l'enfant.

² Un parent exerçant conjointement l'autorité parentale ne peut modifier le lieu de résidence de l'enfant qu'avec l'accord de l'autre parent ou sur décision du juge ou de l'autorité de protection de l'enfant dans les cas suivants:

- a. le nouveau lieu de résidence se trouve à l'étranger;
- b. le déménagement a des conséquences importantes pour l'exercice de l'autorité parentale par l'autre parent et pour les relations personnelles.

³ Un parent exerçant seul l'autorité parentale qui souhaite modifier le lieu de résidence de l'enfant doit informer en temps utile l'autre parent.

⁴ Un parent qui souhaite modifier son propre lieu de résidence a le même devoir d'information.

⁵ Si besoin est, les parents s'entendent, dans le respect du bien de l'enfant, pour adapter le régime de l'autorité parentale, la garde, les relations personnelles et la contribution d'entretien. S'ils ne peuvent pas s'entendre, la décision appartient au juge ou à l'autorité de protection de l'enfant.